

14 décembre 2007

Le « Eux et Nous » de Québec solidaire donne-t-il le change à celui du PQ ?



Manif de Montréal du 8 décembre pour soutenir les objectifs de Kyoto plus. Source : Radio-Canada

Dans le Journal de Montréal du 4 décembre et dans Le Devoir du 5 décembre, la porte-parole en chef de Québec solidaire rejette le « eux et nous » du PQ et de l'ADQ — « *Il ne sera pas question ici de la majorité francophone et des minorités immigrantes* » dit-elle. Elle redéfinit le « eux et nous » en termes socio-économiques :

« Je voudrais plutôt parler de « nous » qui allons bientôt déverser [à l'occasion de la guignolée, NDLR] dans des chapeaux, casseroles ou boîtes de carton des denrées ou de l'argent pour les personnes « démunies ». Je voudrais aussi parler d'« elles » et « eux », tellement invisibles, tellement silencieux [...] les mères monoparentales, les femmes immigrantes, les aînées, pauvres et seules [...] Qui ça, « nous » ? Pas difficile: la majorité plus ou moins silencieuse. »

Pour la porte-parole, il appert que tout le monde est silencieux. Peut-être devrait-elle écouter un peu plus ? Il appert aussi que la majorité des membres des syndicats est classée dans la même catégorie du « nous » que les gens d'affaires : Desmarais, Péladeau, l'infirmière de Ste-Justine, la préposée de Notre-Dame, l'enseignant du Cégep Maisonneuve, l'ouvrier spécialisé de Bombardier, l'installateur de Québecor-Vidéotron, tous unis contre les pauvres ! Si l'on adhère à la vision du monde de la porte-parole en chef, Québec solidaire se définirait comme le parti des « démunies » contre les nantis. Québec solidaire parlerait au nom des démunies en attendant qu'elles en soient capables. Nous voilà revenu au temps chrétien d'avant la Révolution tranquille avec un changement de forme : le maternalisme humanitaire a remplacé le paternalisme ecclésial.

Pourquoi d'ailleurs laisser entendre que la majorité syndiquée, tout comme la bourgeoisie, « *renâcle à l'idée d'augmenter les prestations à la sécurité du revenu...* ». Les organisations syndicales, en bons keynésiens de gauche, sont parfaitement conscients des vertus créatrices d'emploi de l'augmentation du pouvoir d'achat populaire, en particulier des pauvres. Ce discrédit de la majorité syndicale fait d'ailleurs tache d'huile en s'étendant à celui de la génération des baby-boomers fort nombreux dans les rangs syndicaux, génération qui a pourtant conquis l'État providence. D'affirmer la direction de Campus Québec solidaire de l'Université Laval :

« Après moi le déluge » pourrait bien être le slogan d'une génération de Baby-Boomers qui, après mai 68, se sont empressés de désinstitutionnaliser pour ramener l'argent près de ses intérêts propres. »

De demander Françoise David : *« Quel parti présent à l'Assemblée nationale a un plan d'action concret pour lutter contre la pauvreté? »* Québec solidaire en a-t-il un ? Il propose certes certains éléments concrets comme l'atteinte progressive du salaire minimum à 10\$ l'heure et la construction de 4 000 à 8 000 logements sociaux par année. Curieusement, la porte-parole en chef n'en parle pas ni dans son article ni à son passage à l'émission du matin de Radio-Canada le jour de la guignolée. Est-ce parce qu'elle se rend compte de la modestie de ces revendications ou, au contraire, qu'elle les trouve nettement exagérées pensant plutôt qu'il faille *« accompagner[r] solidairement les personnes pauvres dans des démarches de réinsertion économique et sociale »*. Elle lie encore moins la lutte contre la pauvreté au *« développement économique durable »* comme l'a fait à sa façon la passionnaria de l'économie sociale, Nancy Neamtan, lors de la même émission.

Comment faire pour éradiquer la pauvreté en plus de passer la guignolée comme l'a fait Françoise David dans son comté ? *« Écrire à notre député [...] Signer la pétition du Collectif pour un Québec sans pauvreté. Participer aux inévitables tribunes téléphoniques, [...], et ne plus accepter les remarques grossières sur les "B. S.".* Que des actions individuelles. Où est le parti de la rue de qui on attend une plate-forme anti-pauvreté axée sur le plein emploi écologique (efficacité énergétique, transport public, logement social, réinvestissement dans l'éducation et la santé publiques, foresterie durable, transformation secondaire des ressources, agriculture biologique) et la mobilisation sociale tendant vers une grève générale politique ? Ne reste plus que l'électoratisme pour humaniser le néolibéralisme. Faire de l'ogre mangeur de pauvres un sympathique *cookie monster*. Quelle lubie.

Priorité à l'écologie, vous avez dit ?

Québec solidaire va loin dans l'abandon de la rue. La direction nationale avait proposé que le thème de la prochaine campagne électorale soit un *« Québec écologique et solidaire »*. On a vu ce qui en était du solidaire. Il n'en est guère mieux de l'écologique. Se tenait, le 8 décembre, à travers le monde des manifestations pour soutenir le processus de Kyoto plus. À Montréal, la manifestation organisée par la coalition Québec-Kyoto a réuni de mille à deux mille personnes (mon évaluation très risquée). Où étaient les centrales syndicales, les groupes populaires, le NPD, le parti Vert et, *last but not least*, Québec solidaire ? Ni vu ni connu.

Pourtant les revendications étaient concrètes et pertinentes : diminution de l'émission des gaz à effet de serre de 80% pour les pays industrialisés en 2050 par rapport à 1990 (et de 30% pour 2020 selon Greenpeace, ce qui est peut-être trop modeste étant donné l'urgence de la situation), abandon du développement des sables bitumineux de l'Alberta et des subventions directes et indirectes à l'exploitation des énergies fossiles avec la perspective d'une économie fondée sur les besoins et non sur les profits. Pour

l'effet de serre, ne cherchez pas un tel objectif précis dans la plate-forme de Québec solidaire malgré que la commission thématique sur l'environnement en eut proposé un de même que pour l'efficacité énergétique et pour le transport en commun.

Certes, la Coalition Québec-Kyoto fait l'erreur de stigmatiser seulement le gouvernement Conservateur tout en blanchissant les Libéraux fédéraux et en donnant un certificat de bonne conduite aux Libéraux québécois pour des investissements de quelques centaines de millions. Il y avait tout de même au moins une pancarte réclamant l'abandon de l'extension de l'autoroute 25 tout en faisant le lien avec Kyoto. Ce qui prouve la nécessité d'une intervention politique dans le dossier climatique pour clarifier la corrélation étroite entre le néolibéralisme guerrier et l'enlisement mondial de la lutte contre l'effet de serre et son corollaire, une solution anticapitaliste pour atteindre les objectifs de Kyoto à l'horizon 2020 et 2050 qui soit compatible avec la justice sociale. Cette clarification politique, c'est la *job* d'un parti politique de gauche.

Encore le contrôle bureaucratique

On peut penser que bon nombre de militantes et militants de Québec solidaire commencent à être mal à l'aise avec le ratatinement programmatique et l'électoratisme de plus en plus étroit de la direction de Québec solidaire concentrée essentiellement sur deux comités.

On commence à s'agiter dans quelques commissions thématiques dont les responsables formant la commission politique sont élus directement par le Conseil national à qui ils rendent directement compte, du moins statutairement. Cette anicroche au verticalisme parfait, le Congrès de fondation l'a arraché in extremis à la direction nationale. Jusqu'ici, cependant, la direction nationale a réussi à chapeauter pratiquement la commission politique. Il semble qu'elle ait peur d'en perdre le contrôle si on en juge par une résolution de sa réunion du 3-4 novembre dernier :

« Que le Comité de coordination national réaffirme sa volonté de travailler conjointement avec la Commission politique en vue de proposer une seule [je souligne, NDLR] plateforme électorale au congrès et ce dans l'intérêt du parti... »

Quelle horreur ultra-démocratique s'il fallait que le Conseil national puisse faire le débat entre plusieurs propositions ! Le pluralisme, c'est seulement bon pour les statuts.

Il se peut, d'ailleurs, que l'on commence à en avoir assez en haut lieu de ses statuts jugés trop démocratiques qui parlent de pluralisme et donnent droit à la dissidence même publique. Après tout, malgré les statuts, on m'a expulsé pour cette raison. Voici que la direction nationale met sur pied un comité de révision des statuts au mandat des plus vagues dont elle nommera tous les membres à partir d'une liste de volontaires dont seulement deux personnes sur sept doivent venir des instances locales et régionales. D'ailleurs les membres de la base auront-ils le temps de faire autre chose que de collecter des fonds dans le cadre de la nouvelle campagne de financement. Déjà qu'on les a soulagés de la révision de la plate-forme électorale. Heureusement reste toujours possible une fronde des commissions thématiques même si elles ne sont pas liées

organiquement aux instances de base et même si elles agissent conformément aux manœuvres de coulisses propres au bureaucratisme.

D'ailleurs on ne prend pas de risque à la direction de Québec solidaire. L'essentiel du dernier Conseil national s'est tenu à huit-clos ce que même le PQ fait rarement. On ne prend pas de risque non plus avec les collectifs dont trois ont enfin été reconnus plus d'un an et demi après la fondation du parti. Pour s'assurer qu'ils se maintiennent dans la ligne juste, ceux-ci doivent remplir « *un formulaire d'engagement à respecter les statuts, les valeurs fondamentales et le programme du parti.* » Avec une telle épée de Damoclès, rien à craindre d'une contestation le moins significative et transparente, et encore moins de la construction d'une alternative anticapitaliste se posant en face de la direction sociale-libérale.

David contre David

Le chroniqueur du Devoir, Michel David, dans sa chronique du 12 décembre, pense que Françoise David « *a fait un bien mauvais calcul. Alors qu'elle était une actrice importante, dont la voix portait, elle est devenue une politicienne marginale qui risque de le demeurer très longtemps.* » Au contraire, la politisation de l'enjeu de la pauvreté et de la violence a fait un saut qualitatif en pénétrant le champ électoral. Françoise David a compris que ces enjeux sont une question de pouvoir qu'il ne faut pas qu'influencer mais qu'il faut prendre. Son erreur stratégique n'est pas là.

À la mode sociale-démocrate, elle et la direction de Québec solidaire ont renoncé à la rue qui, à leurs yeux, ne ferait qu'influencer le pouvoir. À leurs yeux, les urnes se substituent à la rue :

« ...malgré le succès de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000, le gouvernement péquiste et « social-démocrate » de Lucien Bouchard n'avait pas jugé bon d'apporter aux femmes des réponses satisfaisantes à leurs revendications. D'où la nécessité d'envoyer à l'Assemblée nationale des voix de gauche, féministes, écologistes, souverainistes. » (Lettre de Françoise David au Devoir, 13/12/07)

Pour la gauche à gauche, la mobilisation sociale, y inclus le moment électoral, est plutôt la seule voie de conquête effective du pouvoir. C'est la seule voie qui crée le rapport de force permettant de mettre en pratique une orientation anticapitaliste capable d'une part d'éliminer la pauvreté et d'autre part d'éviter le bouleversement écologique de la planète, deux objectifs complémentaires qu'opposent, on ne sait pourquoi, Michel David.

La seule obtention de la majorité parlementaire, sans mobilisation sociale, oblige tôt ou tard à aller au centre, c'est-à-dire vers le social-libéralisme, qui ne fait au mieux que soulager la pauvreté et qu'atténuer les conséquences de l'effet de serre, au pire que justifier le néolibéralisme par un discours lénifiant. Cette dérive vers le centre a pointé du nez dans l'UFP quand a commencé le processus de fusion bureaucratique par le haut avec Option citoyenne, mouvement politique construit autour de la personne de Françoise David. Cette dérive n'a jamais cessé depuis. Le résultat en est le bilan de capitulation au capitalisme de toute la social-démocratie et du communisme stalinien du XX^{ie} siècle mais aussi du PT brésilien et de l'ANC sud-africaine pour lesquels on peut

même parler de politique de centre-droite tellement ils se sont soumis à l'intensification de la loi de la concurrence imposée par la globalisation du marché mondial.

Pourquoi les mauvais scores dans les sondages

Les mauvais scores de Québec solidaire dans les sondages n'ont pas grand chose à voir avec la politique du parti qu'elle soit sociale-libérale ou anticapitaliste. Ils ont tout à voir avec la défaite stratégique de décembre 2005 du mouvement syndical, défaite qui a entraîné dans son sillage celle du mouvement environnemental et, plus récemment, du mouvement étudiant, sans compter la marginalisation du mouvement des femmes et celle du mouvement populaire. L'erreur analytique de la direction de Québec solidaire et de ses prédécesseurs est cette même dichotomie social-démocrate entre le parti de la rue et le parti des urnes.

Cette direction a refusé de critiquer la catastrophique politique de concertation sociale des directions syndicales entre l'automne 2003 et décembre 2005, quitte même, en ce qui concerne l'UFP, à saboter anti-démocratiquement une décision de la base d'organiser une campagne d'éducation sur la nécessité d'une grève générale. L'aile gauche de la direction, dont les collectifs se réclamant de Marx et Trotsky, se satisfaisait de déplorer sporadiquement le manque d'unité syndicale qui n'est que le corollaire du concertationnisme. La direction n'a pas compris que la fondation même de Québec solidaire en février 2006, dans le sillage de cette défaite et dans la nostalgie des mobilisations de 2000-2003 contre la pauvreté et la violence, contre le néolibéralisme et contre la guerre, en constituait un prix de consolation.

Certes, cette fondation ramassait les morceaux de la gauche sociale et politique et assurait une base électorale minimale, d'autant plus que l'échiquier politique québécois, canadien et étasunien faisait un autre saut à droite, PQ compris... et ça continue. Cette nécessaire consolidation dans l'adversité, cependant, empêche tout progrès électoral significatif d'un parti de gauche tant que la lutte sociale ne reprend pas du poil de la bête... à moins d'un virage au centre afin de devenir, non plus le parti de l'alternative anticapitaliste mais celui de l'alternance social-libérale si les aléas de la conjoncture le permettaient. C'est une possibilité si l'on prend en considération que l'opinion publique québécoise, quand elle est sondée sur les enjeux sociaux et non pas sur les intentions de vote, est plutôt de centre-gauche alors que tous les partis de l'Assemblée nationale sont de droite ou de centre-droite.

L'abandon du parti de la rue : de l'illusion à la démoralisation

L'abandon du parti de la rue pour celui uniquement des urnes, c'est-à-dire l'électoratisme, signifie centrisme programmatique — une plate-forme « *en termes de projet gouvernemental immédiatement réalisable dans le cadre actuel c'est-à-dire provincial et néolibéral* » dicit la direction nationale — séduction des monopoles médiatiques — car comment rejoindre l'électorat à défaut des réseaux de la mobilisation de masse — et marketing qui rend dépendant de « *l'Argent* » — car comment autrement

rejoindre une population atomisée et démobilisée. Un parti qui s'enferme dans les urnes se démoralisera au gré des mauvais sondages (et s'illusionnera au gré des bons).

Sa droite comme sa gauche en tireront les mauvaises conclusions. La droite en conclura qu'il faut un discours encore plus accommodant, la gauche, plus radical. Mais la grande majorité ne remettra pas en cause l'électoratisme. Quant à la direction, surtout une direction bicéphale, elle oscillera entre une plate éloge de la guignolée et un démagogique « *véritable partage de la richesse* » que ne signifie pas l'augmentation de 1.3 milliard \$ sur trois ans pour la « *lutte à la pauvreté* » du « *cadre financier* » électoral.

Un parti anticapitaliste

Un parti anticapitaliste qui veut le rester ne se laisse pas mener par les sondages, ce qui ne veut pas dire qu'il leur est indifférent. Il s'inscrit critiqueusement dans les luttes sociales pour y gagner la confiance des militants et militantes puis leur adhésion, l'expérience de la solidarité des affrontements contre le patronat et leur État et l'enrichissement programmatique qui en découle.

À l'interne, il se prépare à l'exercice du pouvoir en se solidifiant théoriquement par certes des formations et des élaborations théoriques mais surtout par de constants débats sur la stratégie, la tactique et le programme, à la base comme au sommet, loin du mépris de la base comme masse de manœuvre de recrutement, de financement et de travail d'élection. Faut-il ajouter que ces tâches, tout à fait indispensables, seront d'autant plus facilitées dans un contexte de fonctionnement interne basé sur la démocratie participative.

Marc Bonhomme, 14 décembre 2007